TL 4873

em **timor-leste**

a paz é possível

0. 1

PRISONS POLITIQUES À TIMOR EST

Il continue à être difficile d'avoir des informations sur les prisons et les prisonniers politiques à Timor Est.

Plusieurs listes d'origine indonésienne, transmises clandestinement, et d'autres d'origine timoraise (voir annexe 1) permettent de savoir avec précision qui sont et où sont les prisonniers politiques jugés et condamnés par le tribunal militaire de Dili.

199 prisonniers ont été jugés jusqu'en septembre 1985, ils ont tous été condamnés.

43, au moins, de ces prisonniers condamnés sont détenus à Java, à 2500 Km de Dili, et donc dans un isolement aggravé par la distance.

Il y a eu depuis 1976 des milliers de prisonniers politiques et il y en a encore des milliers en prisons non reconnues comme nous le détaillons ci-dessous, mais 200 seulement auront eu le droit à être jugés par un tribunal; encore faut-il souligner qu'ils ont été jugés par un tribunal militaire; que les avocats de défense étaient des indonésiens, commis d'office à ce rôle; et qu'aucun témoin indépendant n'a été admis à assister à ces procès: une demande en ce sens formulée par Amnesty International a été rejettée. (Sur ces tribunaux et jugements voir annexe 2)

AUTRES PRISONNIERS POLITIQUES

ATAÚRO. C'est la prison la plus connue à l'étranger. Depuis que la Croix Rouge Internationale l'a visitée en 1982,et y a établi une mission permanente,cette île prison a été visitée par de nombreuses missions étrangères. C'est que les conditions y sont -grâce à cette présence du CICR- enviables si on les compare à la situation générale à Timor Est;les représentants de l'Indonésie eux-mêmes l'ont reconnu devant la Commission des Droits de l'Homme. Malgré cela les délégations étrangères et les membres de la Commission ont pressionné le gouvernement indonésien à fermer cette prison car, quelles qu'en soient les conditions,il s'agit d'une prison politique. Les autorités indonésiennes ont promis de fermer ce centre mais sur les 1250 détenus présents à Ataúro en mars 1985 nous n'avons d'information que de 32 transférés à la Comarca de Dili , où ils continuent à être détenus,et 70 libérés en juin. (Annexe 3)

Le dernier chiffre de détenus de Ataúro que nous possédons est de 1171 le 1er août 1985. Les représentants indonésiens à la Commission des Droits de l'Homme ont affirmé que 2535 personnes provisoirement déplacées à Ataúro étaient retournées dans leurs régions d'origine. Que faut-il en croire?

Beaucoup de ces "libérés" ont disparu, surtout ceux qui ont été libérés en 1982-1983, est-ce pour cette raison que,comme l'a dit l'ambassadeur Ali Alatas devant

Rua de Campolide, 215, 4.º Dto. 1000 Lisboa Portugal

la Commission, beaucoup ne veulent pas sortir d'Ataúro?

650 détenus des zones Est (Lospalos, Baucau, Viqueque) libérés d'Ataúro en 1982-1983 sont encore détenus au camp de PARAGUA (près de la frontière Ouest).

600 autres seraient détenus au camp de CAILACO, voisin du précédent.

44 prisonniers de la zone de AILEU, libérés en juillet 1984 sont assignés à résidence à AILEU-VILLE.

8 prisonniers de Dili ont été transférés en juillet 84 de Ataúro à Dili pour être jugés et continuent en prison.

Plus de 600 prisonniers de la région de AINARO, "libérés" de Ataúro en octobre 1984 ont été ensuite détenus à BÚNUK, côte-sud, dans un camp où les conditions étaient telles que certains y trouvèrent la mort.

Une mission du CICR à trouvé regroupés à DARE plus de 500 "libérés" de Ataúro originaires de la zone de AINARO et vivant dans des conditions alimentaires et sanitaires déficientes.

Le 26 juin 85, 86 prisonniers de la zone de MANATUTO déportés à Ataúro en 1981 auraient été libérés, cette information timoraise est confirmée par le CICR (une liste indonésienne ne comporte que 70 noms -- voir annexe 4). Cette libération revêt - dit un timorais - un caractère particulier: les familles sont divisées, les femmes et les enfants sortent mais le mari reste à Ataúro ou bien c'est le contraire, le mari sort mais sa femme et ses enfants restent à Ataúro.

Le 28 juin 85, 32 prisonniers sortent de Ataúro pour être jugés à Dili, ils continuent en prison. (voir encore annexe 4).

AUTRES PRISONS

À notre connaissance le CICR n'a été autorisé à visiter que quelques rares prisons: Cipinang et Tangerang (Java), KUPANG (Timor indonésien) et à Timor Est: DILI, BAUCAU, LOSPALOS et ATAÚRO.

Ces visites, préparées par les autorités indonésiennes et très sporadiques, laissent la possibilité de cacher la vérité, nous avons un témoignage d'un prisonnier retiré ainsi que d'autres de la prison de Lospalos pour le temps de la visite. Des menaces sont faites aux prisonniers avant chaque visite.

Il y a des prisons dans tous les "concelhos", prisons du KODIM, prisons du KOREM, prisons propres à certaines unités militaires.

Il y a des camps-prisons, SAE LARI près de LAGA (BAUCAU) souvent cité pour les tortures qui y sont pratiquées et où fonctionnerait un 2e tribunal militaire; HALIKOU entre CAILACO et MALIANA; d'autres seraient plutôt des camps-villages stratégiques où sont regroupés et enfermés des timorais venus d'une autre région, ce serait le cas des camps de BUNUK près de ZUMALAI; PARAGUA et CAILACO près de BOBONARO; DOTIK;

Il y a les camps- stratégiques qui regroupent des populations de la région même, mais dans des conditions particulièrement strictes: personne n'en sort, personne n'y entre, citons LALEREK MUTIN où sont regroupés plus de 1000 survivants du massacre de CRÁRAS qui aurait couté la vie à plus de 1000 civils en août-septembre 1983;

Il y a enfin les villes où sont assignés à résidence des détenus venus d'autres villes ou régions: AILEU, DARE.

(sur ces prisons voir ANNEXE 5)

LISBONNE, JANVIER 1986.

ANNEXE 1

LISTE 1 PRISONNIERS JUGÉS ET CONDAMNÉS PAR LE TRIBUNAL DE DILI
154

- envoyés à Java 43
- en prison à Dili 110
- libéré 1

LISTE 2 PRISONNIERS DEVANT ÊTRE JUGÉS (28 MAI 1985)
31

LISTE 3 PRISONNIERS RETIRÉS DE ATAÚRO LE 28 JUIN 85
et envoyés à la prison de COMARCA à Dili. (liste timoraise)

Les mêmes 31 que la liste 2, plus un enfant.

LISTE 4 PRISONNIERS JUGÉS EN JUILLET ET AOÛT 1985: 45

RECAPITULATION OF THE NUMBER OF CONVICTED GPK MEMBERS[1)]

I. Number of former GPK members convicted by the tribunal of Dili:

1. December 1983	5 people	
2. January 1984	7 people	
3. March 1984	11 people	
4. May 1984	16 people	
5. August 1984	8 people	
6. September 1984	4 people	
7. October 1984	9 people	
8. November 1984	19 people	
9. January 1985	29 people	
10. February 1985	36 people	
11. March 1985	10 people	
		154 people
Freed on 17 April 1984		1 people
	Total:	153 people

II. Number of convicted GPK members transferred from Komarka Prison, Dili:

1) May 1984: - to Cipinang prison:	12 people	
- to Tangerang prison for women :	1 people	
2) November 1984: to Cipinang :	15 people	
3) January 1985 :	15 people	43 people

III. Number of convicted GPK members are still in Dili prison: 110 people

1) GPK = Band of Security Disturbers.

ANNEXE 2

TRIBUNAUX ET JUGEMENTS POLITIQUES

Le tribunal de Dili qui a déjà condamné près de 200 timorais suspects d' appartenir au FRETILIN est *"un tribunal civil"* et les accusés ont droit à un avocat de la défense affirment les diplomates indonésiens; mais selon d'autres témoins au rang desquels se trouve Mgr. Belo il s'agit d'*"un tribunal militaire"* et *"nous ne savons pas s'il y a des avocats de la défense"* (lettre de Mgr. Belo à Mgr. Lopes 16/2/84).

Les diplomates indonésiens affirment que la loi garantit le droit d'appel mais ils reconnaissent aussi qu'aucun accusé n'a fait appel.

Ces faits amènent à se demander avec Mgr Belo si ces tribunaux sont impartiaux et ce doute augmente lorsque l'on sait que les autorités indonésiennes ont refusé à Amnesty International l'autorisation d'assister à ces jugements, parce que " *il s' agit essentiellementd'une affaire juridique interne*".

Le tribunal de Dili a commencé à juger les membres du GPK (Band of Security Disturbers) en décembre 1983.

En mars 1985 des représentants indonésiens auprès de la Commission des Droits de l'Homme disaient que 79 timorais avaient été jugés et 200 attendaient de l' être. En fait ce chiffre de jugés -et condamnés- était désactualisé et se reportait au mois de novembre 84; en janvier-février et mars 85 avaient été jugés respectivement 29/36 et 10 accusés portant donc le nombre total des condamnés à 154 dont 153 purgeaient leur peine, des peines qui vont de 1 à 17 ans de prison.

En septembre 1985 le nombre de prisonniers jugés s'élevait à 198 selon des sources timoraises

42 hommes sont à la prison de CIPINANG (JAVA)

1 femme à la prison de TANJERANG (JAVA)

148 hommes et 2 femmes à la prison de COMARCA (DILI)

3 femmes à la prison de BEKORA (DILI)

1 homme a été libéré

1 homme, Lamberto Ximenes, condamné en février/85 à 9 ans de prison a été retiré de la prison de Comarca en août/85. On ignore où il se trouve.

Selon les listes indonésiennes les condamnés s'élèvent à 199.

Bien que les autorités indonésiennes n'en aient jamais parlé publiquement, des témoignages venus de Timor Est affirment qu'un second tribunal militaire fonctionne sur le district de BAUCAU jugeant certains prisonniers du camp de SAE LARI. On ignore presque tout de ce camp et du fonctionnement du tribunal. À notre connaissance le CICR n'a jamais été autorisé à visiter ce camp.

Les autorités indonésiennes ont fait remarquer devant la Commission des Droits de l'Homme que les peines étaient légères, elles ne le sont pas puisqu ' elles vont jusqu'à 17 ans de prison. Il faut aussi ajouter que les années de prison qui ont précédé le jugement ne sont pas considérées dans l'application de la peine.

Jaime Sequeira, cité dans un témoignage pour avoir été retiré de Ataúro et torturé après le passage de la TV portugaise en février/83 a accompli au minimum 3 ans de détention. Il a été condamné à 1 an 1/2 de prison par le tribunal militaire de Dili en juillet 85 mais continue détenu. Jorge Marques condamné à 2 ans 1/2 est cité dans le même incident et a ainsi accompli plus que la peine qui lui a été infligée.

(Luis) Duarte Marçal, Martinho Soares (da Silva) et Alberto da Conceição jugés en juillet et août/85 et condamnés à 2 ans 1/2 et 3 ans de prison étaient internés à Ataúro depuis le 1er juillet 1980, ils ont donc déjà accompli plus de 5 ans 1/2 de détention. Et combien d'autres comme eux. Ces trois détenus avaient écrit une lettre à Mgr. Belo le 14 décembre 1984 au nom de tous les prisonniers de Ataúro avec Tomás dos Remédios, mort à Ataúro. Les prisonniers demandaient à Mgr. Belo d'intercéder aupres des autorités indonésiennes pour qu'ils puissent retourner auprès de leurs familles " *vivant dans la misère et même, souvent, maltraitées de diverses manières*". Mais si leur "libération" de Ataúro devait être comme celle de leurs camarades de Ainaro évacués vers Zumalai les prisonniers manifestaient leur volonté de rester à Ataúro.

PRISONNIERS AYANT ACCOMPLI LEUR PEINE

Comme nous l'avons signalé - et selon les listes indonésiennes qui nous sont parvenues - un seul condamné avait été libéré:

João Soares, jugé en mars 1984, condamné à 2 mois de prison, a été libéré le 17/4/84.

Cosme Cabral, qui selon la même liste a été condamné à 3 mois de prison en octobre 1984, aurait dû être libéré en janvier/85. Toutefois la liste - non datée mais postérieure à cette date puisqu'elle contient les peines résultantes des jugements de mars - indique formellement João Soares comme unique libéré.

Trois autres condamnés ont vu expirer leur peine,

Manuel da Silva Cociho
Mário Soares et
Alarilo, jugés et condamnés à un an de prison en novembre 1984; ils auraient donc dû être libérés en novembre 1985. L'ont-ils été? Sera-t-il donné la possibilité à des observateurs étrangers et impartiaux de voir si les militaires indonésiens respectent au moins les décisions de leurs propres tribunaux militaires?

ANNEXE 3

ATAÛRO

L'île-prison de ATAÛRO est la plus connue des prisons timoraises. Les protestations qu'elle a soulevé ont amené l'Indonésie à réduire le nombre des personnes qui y étaient détenues. Sur les conditions de détention à Ataûro et sur le sort réservé aux prisonniers "LIBÉRÉS" des informations récentes nous renseignent.

ATAÛRO - Il s'agit d'une île aride et chaude située au large de Dili, où vit difficilement une petite population pauvre mais hospitalière.
En 1980, le 1er juillet, les indonésiens y envoyèrent un premier groupe de prisonniers venus de Dili. Un deuxième groupe les rejoignit le 5 septembre 1980.

En 1981, lors des grandes opérations d'encerclement et annihilation des populations qui étaient réfugiées dans les montagnes depuis 1976, le port de LAGA se transforme en port d'embarquement vers Ataûro. Les prisonniers y arrivent, en groupes ou isolément et sont regroupés dans les installations portuaires dans l'attente d' un bateau. Certains emmènent une couverture, quelques poules même; d'autres n'ont que les habits qu'ils portaient sur eux lorsqu'ils ont été arrêtés.

Quelques uns de ces déportés viennent de prisons où ils ont déjà passé des mois ou des années comme ce groupe arrivé le 5 août 81 de la prison de CAICOLI (COMARCA) à Dili, la prison centrale, après avoir passé par d'autres prisons de la même ville installées au KOREM, au KODIM, à la P.M., au Komando des Nangallas...

La plupart des hôtes de Ataûro ont été arrêtés et sont amenés à Laga pour être déportés parce qu'ils ont un membre de la famille dans la résistence armée ou parce qu'ils sont simplement suspects de sympathies pour cette résistence.

Au début de 1982 ils sont environ 6000 à Ataûro venus de tous les coins de Timor.

CONDITIONS DE VIE

Les déportés sont logés dans des barraques de tôle fourrées de plastique noir qui les rend étouffantes. Il n'y a ni lit, ni lumière, ni eau suffisante. Le commandement militaire attribue 900gr de "maïs pourri" par personne et par semaine. Les prisonniers commencent à vendre à la population pauvre les rares choses qu'ils ont apporté et même leurs habits.

Il y a de nombreux morts, surtout des enfants et des vieillards, en particulier durant les mois de décembre/81 et janvier/février/mars 1982.

Tant les femmes que les hommes sont astreints à un dur travail pour faire des routes, de 7 h. du matin à midi ou 13 heures.

Pour améliorer leur condition les détenus travaillent à la construction d' une chapelle locale, à l'extraction du sel, ou de l'huile des noix de coco, à la construction de chaises, tables, lits; ils élèvent quelques petits animaux...

L'action de l'église catholique est essentielle pour éviter le pire mais un militaire indonésien, le lieutenant Lassiman, javanais entre deux âges, est aussi pré-

. senté par un prisonnier d'alors comme "*un homme de vision large et coeur sensible*". "*Malgré tous ces secours*, ajoute ce témoin, *la mort est venue nous arracher des centaines de vies.*

PREMIÈRE VISITE DE LA CROIX ROUGE

Fruit des efforts de Mgr da Costa Lopes, entre autres, le 15 février 1982 arrive à Ataúro l'hélicoptère de la première mission internationale autorisée à visiter ATAÚRO.

Quelques semaines auparavant les prisonniers ont le pressentiment qu'il va se passer quelque chose d'important: des panneaux de 'TRIPLEX' arrivent pour remplacer les parois de plastique des barraques. Des plombiers installent des prises d'eau et des électriciens mettent l'électricité dans toutes les barraques, même si l'éclairage est très faible et semblable à une petite lampe à huile. Douze (12) appareils de radio et six (6) récepteurs de TV sont distribués (ils seront retirés après la visite).

Lorsque l'hélicoptère aterrit c'est la fête. La délégation reste trois jours (15 - 18 /2 / 82).

Quelques mois plus tard s'installe un représentant permanent de la CROIX ROUGE. La situation sanitaire, alimentaire et l'habillement s'améliorent progressivement. Le fantasme de la famine n'est plus qu'un mauvais souvenir.

Les visites se multiplient (Australie, Nouvelle-Zélande, USA, France,Italie, Guinée-Papouasie, Portugal, Norvège) en 1982-83. Elles décroissent en fin 83 et 1984 et reprennent en 1985.

Il y a toujours des militaires, des policiers, des espions déguisés en prisonniers qui contrôlent ce que les déportés pourraient dire aux visiteurs. La télévision portugaise qui a visité Ataúro le 15 février 1983 a réussi à filmer l'enregistreur de cassette subrepticement tenu par un militaire indonésien. Après le départ de cette délégation,"*les journalistes étaient encore dans l'hélicoptère*" dit un témoin, et les militaires indonésiens "*appelaient les camarades Jorge, le catéchiste Alberto, le 'catuas' Jaime et Guilherme. Ils furent cruellement torturés et envoyés à Dili d'où ils revinrent un mois plus tard. Le 28 juin 1985 les trois premiers ont de nouveau été emmenés à la prison COMARCA à Dili.*"

(Il s'agit de JORGE MARQUES, 35 ans - par erreur appelé JOSÉ dans la liste indonésienne

ALBERTO DA CONCEIÇÃO, 54 ans et

JAIME SEQUEIRA, 54 ans).

Cette pratique d'intimidation, surveillance et représailles, sur les populations visitées serait courante avant, pendant et après chaque visite.

Malgré l'amélioration des conditions de vie des déportés de Ataúro dus à la présence de la Croix Rouge Internationale, l'existence de ce camp a continué à être un problème pour les gouvernements qui voudraient améliorer leurs relations avec le gouvernement indonésien. Pour répondre aux suggestions et appels de ces gouvernements comme pour éviter de nouvelles condamnations à l'ONU (Commission des Droits de l'Homme) l'Indonésie s'est efforcé de vider le camp de Ataúro et d'améliorer ainsi son image.

Des responsables de la Croix Rouge Internationale auraient affirmé que certains des déportés- détenus ne veulent pas recouvrer la liberté. L'ambassadeur indonésien Ali Alatas a attribué cette attitude au fait que Ataúro n'est pas une prison.(Discours à la C.D.H. de l'ONU, Genève, mars/85) . En réalité c'est parce que la présence de la CROIX ROUGE est pour eux une protection et une garantie que les détenus ne veulent pas sortir de Ataúro.

ANNEXE 4

"LIBÉRÉS" DE ATAÚRO

1982-1983 À la fin de l'année 1982 et au début de 1983 des prisonniers de la région de Lospalos ont été obligés à sortir de Ataúro contre leur volonté. Certains ont été renvoyés dans leur région d'origine d'où beaucoup ce seraient enfuis vers le maquis. La même chose s'est reproduite fin 1983 avec des prisonniers de la région de BAUCAU. Il est difficille de savoir s'il s'agit réellement - ou dans tous les cas -de fuites vers le maquis ou d'un procédé d'extermination.

D'autres prisonniers "libérés" de Ataúro à la même époque (de fin 1982 à fin 1983) et originaires des zones de Lospalos, Baucau et Viqueque ne furent pas renvoyés chez eux mais dans d'autres régions. 650 d'entre eux se trouvent aujourd' hui encore au camp de PARAGUA.

AÔUT 1983 Les six premiers prisonniers arrivés à Ataúro le 1er juillet 1980 sont retirés de l'île-prison et disparaîssent.

JUILLET 1984 44 prisonniers de la zone de AILEU envoyés à Ataúro en 1981 sont "libérés". Ils ne sont pas autorisés à rentrer chez eux mais sont concentrés dans la ville de AILEU.

8 JUILLET 1984 8 prisonniers de Dili sont envoyés à la prison de COMARCA à Dili pour y être jugés par les tribunaux militaires spéciaux. Parmi eux 5 hommes et 3 femmes avec leurs bébés

Maria de Fátima Pinto avec un enfant - le mari est sorti

Beatriz Duarte Alberto avec 2 enfants - le mari est sorti

Maria Imaculada Araújo - son mari est à Ataúro

Luis Fatima Carvalho - sa femme et ses enfants sont sortis

Antônio Ramos - sa femme est sortie

Alexandre da Rocha - sa femme et leur fils sont sortis

Francisco de Carvalho - sa femme et leur fils sont sortis

Agapito da Rocha - célibataire

Ils ont été condamnés à des peines de prison de 5 à 7 ans.
En septembre/85 les femmes se trouvaient à la prison de Becora et Alexandre da Rocha à celle de Comarca.

Les 4 autres sont en prison à Djakarta.

OCTOBRE 1984 Plus de 600 prisonniers de la région de Ainaro sont "libérés" de Ataúro. Ils sont emmenés dans un local isolé de la côte sud près de ZUMALAI où est ainsi crée le camps de concentration de BÚNUK. Obligés à sortir de Ataúro ces prisonniers ne peuvent rien emmener avec eux, pas mêmes les rares et pauvres biens qu'ils ont pu acquérir à Ataúro par leur travail. Arrivant dans un endroit inhospitalier ou rien n'existe ils souffrent de la faim et des maladies, surtout du paludisme. Certains y

trouvèrent la mort.

Ce groupe fut ensuite divisé en trois. Une partie put retourner chez elle, unepartie fut concentrée dans la ville de Ainaro et la troisième resta à BÚNUK.En août 1985 il semble que ces deux derniers groupes auraient pû retourner chez eux. Le camp de BÚNUK fait partie des 25 villages visités par le CICR en mai 1985, on ignore qui s' y trouvait alors.

En avril 85 une mission du CICR signale que environ 600 ex-détenus d'Ataúro vivant dans la zone AINARO-DARE et spéciallement dans cette ville, se trouvent dans des conditions alimentaires et sanitaires déficientes.

26 JUIN 1985 86 prisonniers originaires de la région de MANATUTO et déportés à Ataúro en 1981 sont libérés. Cette libération revêt un caractère particulier: 63 autres prisonniers de Manatuto restent à Ataúro; les familles sont divisées,les femmes et enfants sortent mais le mari reste à Ataúro, ou bien c'est le contraire, le mari sort mais sa femme et ses enfants restent à Ataúro.

Un rapport de la Croix Rouge confirme cette libération de 86 personnes mais une liste indonésienne ne comporte que 70 noms: 44 hommes et 26 femmes (voir liste ci-dessous)

LE 28JUIN 1985 32 prisonniers sortent de Ataúro et sont envoyés à la prison de COMARCA à Dili , il y a parmi eux deux femmes et un enfant (voir Liste 3 ANNEXE 1).

LE 1er AÔUT 1985 il reste à Ataúro 1174 prisonniers politiques timorais:

935 originaires de la région de VIQUEQUE

174 de SAME

64 de MANATUTO

1 de LOSPALOS

Malgré leur condition de détenus ils se trouvent dans des conditions alimentaires, sanitaires et de sécurité plus avantageuses que la majorité des timorais étant donné l'action et la présence permanente du CICR.

Malgré les promesses formelles des diplomates indonésiens sur la libérté des prisonniers de Ataúro de se ré-installer où ils voudraient et sur la fermeture du centre de détention de Ataúro, aucune de ces promesses n'a été accomplie.

ANNEXE 5

AUTRES PRISONS POLITIQUES

La Croix Rouge Internationale a été depuis 1984 autorisée à effectuer quelques rares visites à des prisons politiques, soit en Indonésie soit à Timor. Elle s'est vue aussi parfois refuser ces visites malgré des accords préalablement établis.

Dans les années 1979-1980 ont été emmenés vers d'autres îles indonésiennes de nombreux prisonniers dont on a perdu la trace.

En 1983 d'autres furent emmenés vers JAVA, BALI et TIMOR INDONÉSIEN (Kupang et Atambua). À notre connaissance la Croix Rouge Internationale a pu visiter les timorais détenus à CIPINANG/TANGERANG (Java) et KUPANG (43 et 14 respectivement, voir liste ci-dessous pour CIPINANG).

À Timor les prisons visitées sont COMARCA (Dili), BAUCAU, LOSPALOS. À propos d'une visite à la prison de Lospalos un détenu, qui s'est échappé après cette visite, raconte que lui-même et d'autres détenus ont été retirés de la prison, emmenés sous escorte militaire et cachés tandis qu'ils étaient remplacés dans leurs cellules par des militaires indonésiens.

Les détenus restés sur place sont menacés et ne peuvent s'entretenir avec les visiteurs du CICR qu'en présence de leurs gardiens.

La plupart des prisons ne sont pas signalées à la Croix Rouge.

KUPANG - Prison du Timor indonésien.

En août 1983 des personnes arrêtées par le KODIM de BAUCAU furent emmenées et emprisonnées à KUPANG. Cinq d'entre eux furent retirés de la prison par deux éléments de la P.M. et l'on est sans nouvelles d'eux, ce sont

Benjamin Guterres
Antônio do Espírito Santo
Isidoro Ximenes, tous trois de BAUCAU

Adolfo Fraga, de FATUMACA
Carlos Alves, de QUELICAI.

En septembre 1983 furent retirés de la prison de KUPANG 14 hommes, une femme et les deux enfants de celle-ci, agés de 9 et 12 ans, tous originaires de la zone de LAGA. On ignore jusqu'aujourd'hui où ils se trouvent.

Dans cette même prison est mort Duarte A. Ribeiro.

En juin 1984 lorsque le CICR fut visiter la prison de KUPANG les autorités indonésiennes leur montrèrent 14 prisonniers de Timor Est.

DILI - COMARCA

Novembre 1983 - Trois prisonniers sont retirés par les Nangallas (militaires indonésiens).

Julio Maia
Marcelino Pinto
Paulo Mesquita

On ignore où ils se trouvent.

Décembre 1983 - Est retiré et disparaît de la même façon Afonso Pereira.

Funo Nahac originaire de Viqueque et
José Marçal originaire de Dili (Manleuana)
furent transportés à l'hôpital de Dili où ils moururent en conséquence des mauvais traitements reçus à la prison, le premier en janvier 1984 et le second en mars.

Mars 1984 - De la mi-mars à la fin du mois sont retirés de la prison par les Nangallas

1. Cláudio Ferreira
2. Augusto Porfírio
3. Paulo Rodrigues
4. João Aleixo
5. Laurindo Tílman
6. Manuel Augusto Camacho
7. João de Carvalho Belo
8. Domingos Mesquita
9. Augusto
10. Rodolfo Cunha
11. Francisco de Deus Barros
12. Joaquim Barreto
13. Humberto Smith
14. Adelino da Costa
15. Paulo Barreto
16. Bernardo Pinto
17. Antônio Bernardo

Ils ont tous disparus.

Ce même mois une mission du CICR est autorisée à visiter COMARCA où il y aurait 120 prisonniers.

D'autres visites suivent en juin - 160 prisonniers
et en septembre - 188 prisonniers.

En mars 1985 deux prisonniers détenus sans jugement sont retirés par les Nangallas et disparaîssent, ce sont

Nawa Beci
Mano Loi.

En avril 1985 sont libérés 50 détenus (voir liste indonésienne).

En août sont retirés et disparaîssent

Lamberto Ximenes - il avait été capturé sur la ligne de feu dans la région de Lospalos en juillet 1984, jugé par le tribunal militaire de Dili et condamné à 9 ans de prison.

Domingos - blessé et capturé en juin 1985 sur la ligne de feu dans la zone de Bibileo, entre Viqueque et Vemasse et n'avait pas encore été jugé.

En août ou septembre trois femmes sont transférées à la prison de BECORA.

En septembre 1985 il y avait à COMARCA 174 prisonniers:

- 150 déjà jugés .148 hommes
  . 2 femmes
- 9 hommes non-jugés, dont 6 arrêtés à Lospalos en septembre 1985.
- 15 hommes, militaires ou policiers, détenus sans jugement pour des motifs politiques.

SAT GAS INTEL - prison qualifiée de "clandestine".

De cette prison ont été retirés, le 15 novembre 1983, 4 prisonniers qui ont disparu:

1. Hélder Maria Bonaparte Jordão de Araújo
2. Manuel Soares de Araújo
3. Evangelino Maria Piedade
4. João Pinto.

En décembre de la même année mourait dans cette prison Antônio da Piedade, victime des tortures et d'empoisonnement.

SAE LARI (Zone de Laga, 'concelho' de Baucau).

Ce camp est très souvent cité dans des documents venus de Timor. On se souvient que les timorais membres de la résistance (Fretilin) qui avaient intercepté Bill Morrison, chef d'une mission australienne en juillet/août 1983, avaient déjà signalé l'existence de ce camp.

Les principaux prisonniers politiques des zones de Lospalos, Baucau, Viqueque et Manatuto seraient normalement conduits à SAE LARI où existe un "tribunal militaire spécial". Souvent cité pour les tortures qui y sont pratiquées le camp de SAE LARI serait aussi un lieu d'où disparaîssent de nombreux prisonniers. On ignore le nombre de détenus.

BŪNUK (Zone littorale-sud, poste administratif de Zumalai).

Ce camp fut créé en octobre 1984 lors de l'arrivée de plus de 600 prisonniers "libérés" de Ataúro.

Les conditions de vie y étaient désastreuses et nombre de détenus y moururent de faim et paludisme. Les détenus originaires de la zone de Ainaro ont été libérés en deux vagues au cours de 1985.

BŪNUK fait partie des 25 villages visités par la mission du CICR en mai/juin 1985. On ignore les chiffres et la constitution de sa population à cette époque.

PARAGUA (Poste administratif de Cailaco, 'concelho' de Bobonaro, zone frontalière).

Ce camp a été créé fin 1982 avec l'arrivée de plus de 300 prisonniers originaires de la région est et "libérés" de Ataúro.

En 1983 arrivèrent d'autres prisonniers "libérés" de Ataúro, toujours originaires de la région est: Lospalos, Baucau, Viqueque.

Les indonésiens disent que les habitants de PARAGUA ne sont pas des prisonniers mais des 'transmigrants'. Beaucoup sont loin de leur femme et de leurs enfants depuis 1980, ils ne peuvent sortir de PARAGUA ni y recevoir de visites de leurs familles.

PARAGUA a aujourd'hui 650 personnes des deux sexes et de tous âges, dans des conditions pires que celles de Ataúro et sans l'assistance de la Croix Rouge Internationale.

CAILACO ('Concelho' de Bobonaro, zone frontalière).

Ce camp, créé fin juin 1982 et qui hébergerait actuellement environ 600 ex-détenus de Ataúro, ressemble comme un frère jumeau à celui de PARAGUA mais en serait distinct.

DŌTIK (Région centre-sud, poste de Alas).

Ce camp de concentration a été créé en 1982 pour recevoir des prisonniers de AINARO et environs.

AILEU - VILA

Des prisonniers sont concentrés dans la ville de AILEU depuis 1980.

1980 - 39 prisonniers arrivés de la Pointe Est:

35 de Baguia
4 de Iliomar.

Ils n'ont pas de contact avec leurs familles depuis 1980, les familles ignorent même où ils se trouvent.

1982 - Des hommes et des femmes venus des 'concelhos' de SAME et AINARO, à la même époque où d'autres étaient envoyés à DŌTIK ou à Ataúro.

1984 - Des personnes venues de REMEXIO et qui sont enfermées durant la nuit.

Juillet/84 - 44 prisonniers "libérés" de Ataúro. Envoyés à Ataúro en 1981 ces prisonniers n'ont pas été autorisés à rentrer chez eux mais sont assignés à résidence dans la ville.

Début /85 - Des prisonniers venus de la prison de ALAS.

HALIKOU - Zone frontière (entre Cailaco et Maliana).

"*C'est plus une prison qu'un camp de déportation*", dit un témoin. Les soldats indonésiens y pratiqueraient des "*tortures terribles et des cruautés inhumaines*".

Une information évalue entre 2.000 et 3.000 le nombre de prisonniers détenus à HALIKOU.

Nous n'avons pas d'autres informations sur HALIKOU mais ce même informateur montre une grande rigueur sur les autres informations que nous avons pu recouper.

DARE

Plus de 500 ex-détenus de Ataúro y seraient regroupés, selon le CICR qui les aurait visité en avril et signale les déficientes conditions sanitaires et alimentaires dont souffrent ces ex-détenus.

AUTRES PRISONS POLITIQUES

"FLAN BOY" et KODIM à BAUCAU.

"PRISON Nº 1" et "PRISON Nº 2" à LOSPALOS.